

CHRISTIAN NICOURT

NATURE ET SOCIÉTÉ

ÊTRE AGRICULTEUR AUJOURD'HUI

L'INDIVIDUALISATION
DU TRAVAIL
DES AGRICULTEURS



éditions
Quæ

ÊTRE
AGRICULTEUR
AUJOURD'HUI

L'INDIVIDUALISATION
DU TRAVAIL
DES AGRICULTEURS

CHRISTIAN NICOURT

Éditions Quæ
RD 10
F – 78026 Versailles Cedex

© Éditions Quæ, 2013
eISBN : 978-2-7592-1956-8
ISSN en cours

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation des éditeurs ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

■ SOMMAIRE

Remerciements	5
Introduction	7
1900-1939 De la cultivatrice à la femme de l'exploitation	15
La cultivatrice sur la toile de fond de la réorganisation d'une communauté de travail	17
La « domestication » du travail des cultivatrices	36
De la cultivatrice à la ménagère ?	44
1945-1959 Un projet de modernisation de l'agriculture	47
Planifier la modernisation	50
La modernisation à l'œuvre	57
Le passage problématique du paysan à l'agriculteur	81
L'agriculture de groupe, de l'utopie à la formalisation	83
D'un projet utopique à l'agriculture de groupe	84
L'agriculture de groupe et ses limites	98
La transformation de l'éleveur de porcs en entrepreneur	111
L'émergence d'un métier d'éleveur spécialisé	112
La vulnérabilité de l'éleveur de porcs	134
L'impossible travail solitaire de l'éleveur de porcs	150
L'agricultrice ou la travailleuse de l'ombre	153
Spécialisation n'est pas indépendance pour tous	156
Dépendance du travail et techniques inappropriées	158
De l'exploitation familiale à l'exploitation de la famille	172
L'élevage hors-sol de veaux : une spécialisation baroque	180
Une agriculture sans agricultrices ?	194

L'isolement paradoxal des <i>bio</i>	197
Des parcours d'éleveurs ancrés dans l'histoire de la <i>bio</i>	198
Être éleveur <i>bio</i> , construire son travail selon sa situation	202
Deux manières de concevoir le métier d'éleveur ovin	212
Différentes manières d'exercer le métier d'éleveur de porcs	217
La quête identitaire des éleveurs <i>bio</i>	230
Les agriculteurs vulnérabilisés par la rurbanisation	241
Le changement du sens du travail agricole	243
La visibilité d'un travail porteur de risques	250
De la critique à l'isolement des agriculteurs	256
L'épreuve des critiques	257
Des agriculteurs isolés dans un milieu rural densifié	264
Conclusion	267
Bibliographie	271

■ REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont soutenu dans la rédaction de cet ouvrage. Je pense notamment à mes collègues de l'unité Ritme de l'Inra pour leurs discussions stimulantes de mes premières écritures. Plus particulièrement Raphaël Larrère, avec qui ce projet a mûri, Laure Bonnaud et Didier Torny pour leurs conseils et leur soutien dans cette écriture comme pour l'histoire collective qui en a permis la réalisation.

Merci aussi à Astrid Wilmotte et Clotilde Nicol pour leurs précieuses recherches documentaires ; de même qu'à Sylvie Rézard, Christiane Folks, Fong-Lin Vieille et Claude Pompey pour la gestion de ce projet en amont.

Je tiens également à remercier les agriculteurs et les techniciens agricoles qui m'ont reçu et offert leur temps pour m'expliquer, me montrer et parfois même me faire partager quelque peu leur travail.

Enfin, mes pensées les plus tendres vont à Isabelle, ma compagne, pour son soutien quotidien ; à Jeanne, Clément et Grégoire que je remercie pour leur aide et leur compréhension face à mes indisponibilités.

■ INTRODUCTION

Travailler ou ne pas travailler ensemble ? D'abord rejeté comme une pratique servile ou une aliénation, le travail est désormais considéré comme un facteur d'émancipation. En tant qu'action sur la matière, il modifie et transforme l'environnement de l'homme. Il révèle son pouvoir autant qu'il construit l'identité du travailleur. Or, en tant qu'activité de production, le travail n'est pas une œuvre isolée, mais de société : il ne s'agit pas d'un travailleur, mais des travailleurs. En effet, des relations s'établissent entre les différents acteurs du travail. Alors, comment et pourquoi se font et se défont ces relations entre les hommes et les femmes lors de ces activités ? Telle est la vieille et sempiternelle question qui a préoccupé le syndicalisme et, plus largement, les mouvements sociaux des années soixante à soixante-dix ayant pour cible le taylorisme et ses effets sur le travail humain. Durant une trentaine d'années de recherches visant à mieux comprendre les conditions de travail, les manières de travailler et le métier d'agriculteur et d'agricultrice, cette question s'est maintes fois imposée à moi sans que je ne m'en saisisse particulièrement. C'est elle que je me propose de « travailler » dans cet ouvrage.

Dans le Sarladais de 1901, 90 ménages sur 128 sont agricoles à Marcillac-Saint-Quentin. En 2004, ils n'étaient plus que 12 sur 285. Parallèlement, de 36 760 éleveurs de porcs en Côtes-d'Armor en 1966, le nombre chute à 2 190 en 2004. Observées dans des espaces géographiquement distincts, en quoi ces évolutions démographiques rendent-elles compte de la transformation du travail agricole et, plus précisément, des manières de travailler des agriculteurs ?

L'exode rural des années cinquante était vécu comme une longue disparition silencieuse d'hommes et de femmes de leur territoire d'origine. Alors, des mouvements, telle la JAC¹, ont tenu à défendre la dignité

1. La JAC — Jeunesse agricole catholique — est habituellement présentée comme ayant été le creuset essentiel de la formation d'une nouvelle élite paysanne française, à l'origine de la « révolution silencieuse » des campagnes au milieu du XX^e siècle.

du métier d'agriculteur, tandis que des collectifs plus ou moins isolés (Ceta², Civam³...) cherchaient à transformer les techniques de travail en tentant d'allier leur quête technique à celle de leur métier. Ainsi, au long du dernier siècle, c'est au niveau quotidien et pratique du travail — dans l'usage des techniques et les manières d'être ensemble — que s'opèrent conjointement une dynamique d'exclusion et de sélection de la population agricole et d'individualisation de leurs manières de travailler. C'est là notre hypothèse préalable.

Cet ouvrage reprend les travaux qui ont marqué mon parcours professionnel débuté au laboratoire d'ergonomie du Cnam dirigé alors par Alain Wisner. Puis, ce sont des questions plus sociologiques qui l'ont orienté au sein de l'Inra. Il se propose d'analyser l'évolution de la dimension collective du travail des agricultrices et des agriculteurs, mais aussi les implications de cette évolution sur leurs manières de travailler, de concevoir leur métier et d'être ou ne pas être ensemble. Comment, au cours d'un siècle, se sont opérés le déliement des relations de travail des agriculteurs et l'individualisation des manières d'exercer leur métier en France, au point de les vulnérabiliser ?

L'individualisation dans le travail est un construit sociohistorique (Le Bart, 2008). Cette expression de l'histoire sociale est le produit des conceptions du monde qu'elle met en avant, des techniques matérielles du travail et des manières de les utiliser. De la notion d'individualisation, nous retiendrons trois problématiques : l'autonomie, l'isolement dans le travail et la recomposition des collectifs. D'un côté, l'individualisation est portée dans des contextes professionnels qui valorisent l'identité : agriculture d'entreprise, *bio*... De l'autre, elle est le plus souvent subie par des populations considérées comme des individus relégués aux marges ou exclus des métiers. Dans cette perspective, les liens entre les individus et les déliements des collectifs instaurent une dynamique sur la durée. Dans les contextes de travail, celle-ci contribue aux inégalités sociales qui s'opèrent, en privilégiant ceux qui s'inscrivent dans les collectifs au détriment des autres.

Les pratiques quotidiennes du travail sont le plus souvent façonnées par des normes. Dans le travail agricole, celles-ci sont d'abord des constructions historiques, bien souvent reliées à des territoires ; ce qui renforce leur portée identitaire. Ces pratiques ont été élaborées au travers de multiples échanges techniques et une conception du travail organisée

2. CTA : Centre d'études techniques agricoles.

3. Civam : Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural.

à partir d'un répertoire commun d'histoires, d'épreuves et d'expériences, de gestes, de mots et de symboles. C'est ainsi que l'on peut définir des communautés de travail, en référence aux communautés de pratiques de Wenger (1999).

Deux catégories de normes orientent le travailleur. Certaines normes s'imposent à lui : ce sont des prescriptions qui émanent d'autorités (hiérarchiques, scientifiques...). D'autres normes sont véhiculées par des techniques qui orientent et encadrent les manières de faire. Elles définissent les modèles de leurs utilisateurs et de leurs activités (Béguin, 2007). Ces artefacts peuvent être les produits des communautés de pratiques. Ainsi, les charrues anciennes se distinguaient selon les territoires de leur conception et les caractéristiques de leur sol. Plus encore, elles étaient adaptées aux exigences de chaque utilisateur par le forgeron local (Haudricourt et Brunhes-Delamarre, 1955). Lorsqu'elles n'émanent pas des communautés ou des pairs, c'est-à-dire de ceux qui partagent les mêmes épreuves du travail, les normes sont exogènes. Les partenaires des agriculteurs autres que leurs pairs — conseillers techniques, acteurs publics chargés de l'application des textes, associations de défense de la nature ou des consommateurs, collectivités territoriales et riverains d'exploitations — se posent ainsi en prescripteurs des bonnes manières de faire : un *one best way* poursuivant la perspective du taylorisme. Pour ces adeptes d'une approche « descendante » de la normalisation, il s'agit de produire plus, « mieux », « plus propre » ou « plus sain », voire « plus éthique ». D'autres normes sont endogènes. Elles ont été construites par les travailleurs eux-mêmes ou par leurs collectifs pour faire face aux problèmes rencontrés. Empiriques, elles sont qualifiées d'ascendantes parce qu'elles proviennent de la « base » : ceux qui la mettent en œuvre. Dès lors, la normalisation du travail est une construction issue de la dynamique des normes et de leur mise en œuvre sur la durée. Elle conduit donc à s'interroger sur la relation qui s'opère entre une norme et son appropriation ; c'est-à-dire à élucider le passage de la tâche à l'activité : de ce qui doit être fait à ce qui se fait (Daniellou, 2002).

Ce passage de la norme aux manières de faire rend compte de la construction d'une expérience singulière acquise par ceux qui travaillent de normes en normes. Selon Canguilhem (1966), cette expérience met en évidence la normativité des individus et des collectifs, c'est-à-dire leur capacité à inventer et à s'approprier des normes en mettant en œuvre de nouvelles normes, mieux adaptées à leurs situations. Ils contribuent ainsi à enrichir les manières de travailler des communautés dans lesquelles ils sont insérés. Les limites d'une telle normativité soulignent les critères

d'appropriabilité des normes. En effet, la norme doit proposer des objectifs à celui qui travaille pour guider son action. Elle doit aussi favoriser le dialogue avec ses pairs afin d'entretenir et de générer des manières de faire collectives. Il lui faut aussi encourager sa mise en œuvre par des collectifs, et ce malgré leur diversité et celle des individus qui les composent. Plus largement, la norme doit être compatible avec les contraintes socio-économiques des situations. Dès lors, la normalisation distingue et isole les individus et les collectifs sélectionnés de leurs pairs exclus. Dans les collectifs, ce mouvement de distinction et de sélection est nourri par la confrontation entre les manières de faire propres à certains individus — fruit de leur normativité — et les normes instituées par leurs pairs. C'est ainsi que s'alimente l'évolution des manières de faire au sein des communautés de travail. Dans ces situations, la nouvelle norme est inappropriable pour certains travailleurs parce qu'ils se trouvent exclus de fait des communautés de travail reconstruites. La normalisation peut ainsi mettre des travailleurs à l'écart de l'organisation sociale du travail qui se transforme, en les privant de l'accès aux nouvelles techniques et aux repères nécessaires pour concevoir et réorienter leurs manières de faire. Une telle privation ne leur permet plus de se positionner et d'affirmer leur identité auprès de leurs pairs et, plus largement, parmi leurs relations sociales. Ces travailleurs se trouvent alors socialement désinsérés : ils sont désaffiliés (Castel, 1995). Dès lors, la normalisation opère un mouvement de sélection et de désaffiliation. C'est cette dynamique que je propose de décrire et d'analyser à partir de cas illustrant la normalisation du travail agricole au long du dernier siècle.

Je soutiendrai l'hypothèse que le déliement des relations de travail entre les agriculteurs — le travail tel qu'ils le pratiquent : sa conception, ses techniques et son organisation — ou à son occasion — l'inscription de ce travail à différentes échelles de la société — les vulnérabilise. En effet, les liaisons entre les individus et les déliements des collectifs s'effectuent de manière dynamique dans le temps pour s'exprimer dans les contextes de travail. Ils contribuent ainsi aux inégalités sociales qui s'opèrent en privilégiant ceux qui s'inscrivent dans des collectifs au détriment des autres.

Pour comprendre comment se construisent et se transforment les manières individuelles et collectives de travailler des agriculteurs, je m'appuie sur mes enquêtes effectuées depuis la fin des années soixante-dix, auprès d'agriculteurs de différentes régions et productions en France. Il s'agit d'enquêtes réalisées dans des perspectives historiques, ergonomiques et sociologiques : les unes sont plus orientées vers

l'élucidation des conditions de travail, les autres sont d'avantage attentives aux transformations du métier d'agriculteur. Ces enquêtes reposent sur des entretiens avec des agriculteurs mais aussi l'observation — parfois participante — de leurs activités. Ces entretiens sont le plus souvent individuels. Parfois, des débats ont été organisés à la suite d'une série d'entretiens pour faire s'exprimer les agriculteurs impliqués et soumettre au débat nos résultats provisoires, la variété des positions et des manières de faire des enquêtes. Ce matériau, issu de terrains souvent longuement enquêtés mais toujours circonscrits, a été relativisé par sa mise en regard d'archives, de la littérature professionnelle agricole et plus largement des données bibliographiques de cadrage.

Le premier chapitre de cet ouvrage propose de discuter la transformation du travail de la cultivatrice ; cette femme dont l'activité est rythmée par le travail dans des collectifs professionnels et domestiques en pays sarladais, au début du XX^e siècle. Comment les manières de travailler, qui se mettent en place alors au travers de l'usage de nouvelles techniques, excluent la cultivatrice de ses collectifs ? Comment se retrouve-t-elle de plus en plus isolée et cantonnée dans le travail domestique, tout en accroissant sa dépendance lorsqu'elle effectue des travaux agricoles ?

À partir d'archives et d'entretiens, nous montrons comment une commune rurale du début du siècle devient agricole à l'orée de la seconde guerre mondiale. En effet, cette spécialisation est surtout le fruit de bouleversements techniques qui recomposent la population au travail, son organisation et ses manières de travailler. La mobilisation du travail pour la survie de la communauté reposait sur l'emploi de tous et des techniques appropriées à ses ressources et ses exigences sociales. Elle se transforme en une production qui s'individualise d'autant plus qu'elle se destine au marché et s'appuie sur des techniques standardisées. Les collectifs de travail en sont alors fortement réduits. Dans un contexte de développement de la petite propriété au détriment de quelques grandes exploitations, du colonage et du métayage, les femmes sont exclues des travaux mécanisés pour maintenir l'emploi des hommes. Leurs activités agricoles prennent alors le statut d'aide. Avec la disparition des veillées de travail et des grandes lessives, elles sont orientées vers le travail domestique, isolées ou cohabitant de manière problématique avec les anciens.

Le second chapitre examine la pression de la politique de modernisation de l'après-guerre sur le travail des agriculteurs. Il explicite les transformations des manières d'exercer ce métier jusqu'à la charnière des

années cinquante à soixante, lorsque se mettent en place les premières expressions de la cogestion de l'agriculture entre l'État et la « profession organisée ». Comment une politique publique transforme-t-elle alors les manières de travailler ? Plus précisément, comment cette transformation influence-t-elle les nouvelles manières collectives de faire des uns, alors qu'elle accroît l'isolement ou la mise à l'écart des autres, redéfinissant ainsi les contours du métier ? À partir des documents et des archives, nous montrons comment se met en place une politique de transformation du métier d'agriculteur dans la France d'après-guerre. En effet, la production agricole est une priorité politique pour résoudre la pénurie alimentaire et réduire l'importation de denrées. Pour ceux qui définissent et orientent la mise en œuvre du premier plan de modernisation de l'agriculture, il s'agit de transformer un « état de paysan » en un métier d'agriculteur en suivant le modèle de l'entreprise. L'Institut pour l'organisation scientifique du travail agricole est ainsi créé pour compter et standardiser le travail. Tandis que les centres d'études techniques agricoles (Ceta) s'attachent à valoriser le métier au travers de sa technicité dans des collectifs élitistes, la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) cherche à relier un projet évangéliste à la conquête de la dignité du métier d'agriculteur. Le projet partagé vise à rompre avec l'expérience familiale et territoriale des manières de travailler par l'acquisition des méthodes savantes. Dès lors, les promoteurs d'une agriculture d'entreprise sont confrontés aux exclusions qu'implique leur modèle. Le soutien à l'émigration des agriculteurs passe alors par un discours de naturalisation de la sélection qui s'opère, tandis qu'en parallèle sont valorisés les départs. Ce qui permet de déculpabiliser ceux qui restent.

Le troisième chapitre cherche à comprendre l'influence de « l'agriculture de groupe » dans les années soixante. En effet, cette agriculture devient alors un modèle partagé par les représentants professionnels et par l'État au sein d'un ministère cogéré. Issu d'une utopie qui prit naissance dans l'entre-deux-guerres, comment ce nouveau modèle des bonnes manières d'exercer le métier d'agriculteur a-t-il pu inverser les valeurs qui l'avaient fait naître ? En formalisant et en chiffrant les relations qu'entretiennent les individus au sein de ces nouveaux collectifs, comment a-t-il pu sélectionner certains agriculteurs et en condamner d'autres à la marge, voire à l'exclusion du métier ? À partir d'entretiens, de documents et d'archives, nous montrons comment les lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962 promeuvent l'émergence du modèle d'un agriculteur professionnel spécialisé, tandis que « l'agriculture de groupe » est censée permettre à tous l'accès aux techniques nécessaires

à cette spécialisation. C'est ainsi que s'opère la transition entre une entraide de proximité, ancrée dans des pratiques de sociabilité, et une organisation du travail fondée sur des critères de rentabilité. Parce que l'entreprise agricole ne peut être rentable au point de rémunérer le travail familial, des textes sont promulgués pour gérer l'exode rural. L'entreprise est alors spécialisée et dissociée de la famille pour accroître la productivité du travail. Parallèlement, les textes organisent la réduction de la population au travail, en excluant les plus âgés et en instaurant des seuils d'accès pour les plus jeunes. Ils incitent même au départ de ceux qui sont qualifiés de « surnuméraires ».

Le quatrième chapitre examine le cas des éleveurs de porcs, emblématiques d'une industrialisation du travail d'élevage et de la transformation de l'agriculteur en entrepreneur. L'analyse de ce cas permet de comprendre les détails de la formalisation des manières de travailler des éleveurs au sein d'un métier. Comment une telle formalisation, qui repose sur l'usage d'outils de gestion, modifie-t-elle les rapports entre les pairs en matière de concurrence et d'isolement ? Plus largement, comment les nouvelles manières d'exercer le métier d'éleveur — que sous-tend la notion d'entrepreneur — impliquent une individualisation de leur travail ? Chez les éleveurs de porcs, cet isolement dans le travail est accentué parce que leur métier peut s'exercer seul et dans des bâtiments fermés, notamment pour des raisons sanitaires. Soumis à des crises économiques plus ou moins cycliques, ces éleveurs isolés et en concurrence deviennent alors particulièrement vulnérables.

Le chapitre cinq met en évidence un travail laissé dans l'ombre : celui des agricultrices. Plus précisément, il cherche à montrer pourquoi et comment le travail de ces femmes a pu sembler inexistant. Comment l'absence de reconnaissance institutionnelle de leur travail a-t-elle pu trouver un écho au sein de leurs exploitations ? Pourquoi ces femmes isolées ne trouvent pas parfois les mots pour faire reconnaître ce qu'elles font ? Ces agricultrices se transforment ainsi en « travailleuses de l'ombre » selon leurs dires. D'autant plus que les recensements de la population agricole peinent à assurer une homogénéité de leur évaluation sur la durée, accentuant ainsi le flou de leur situation. Dès lors, leurs travaux professionnels sont recouverts par le voile de leurs activités domestiques ; ce qui renforce d'autant leur dépendance et leur isolement.

Le chapitre six resitue le travail d'une catégorie souvent occultée d'agriculteurs au sein du monde agricole : celui des *bio*. Minoritaires, ces agriculteurs sont aussi singulièrement isolés. Pourtant, les minorités n'auraient-elles pas tendance à créer et à entretenir des liens pour se soutenir et

échanger leurs expériences ? C'est à la compréhension de ce paradoxe que s'attache ce chapitre en repartant de l'histoire de la *bio*, de son éthique, des carences de sa prise en compte et des contraintes qu'elle a impliquée dans les manières d'exercer leur métier pour les éleveurs qui ont choisi cette orientation. L'isolement des éleveurs *bio* peut alors s'expliquer par l'idéal d'autonomie qui les guide et les contraint tout autant. En soulignant l'importance majeure de la singularité des situations d'élevage pour résoudre les problèmes techniques et s'opposer à la standardisation de l'agriculture, ces éleveurs sont conduits à limiter leurs éventuels échanges. C'est ainsi que certains s'inscrivent dans des collectifs territoriaux pour éprouver leur œuvre en termes techniques et identitaires, alors que d'autres gardent une posture ascétique. Tandis que le marché et la spécialisation tendent à dissocier les agriculteurs « conventionnels », certains éleveurs *bio* s'organisent collectivement pour préparer des paniers, acheter en commun et partager des étals de vente de leurs produits. Ainsi, l'isolement de certains agriculteurs *bio* peut les conduire à construire des collectifs, de préférence à la périphérie de leur métier : dans des tâches commerciales plutôt que d'agriculture. Ils renouent ainsi avec l'origine de la *bio* lorsque celle-ci, à la fin des années cinquante, émerge comme un projet de société élaboré sans les agriculteurs. Mais cette fois-ci, la mise en société est à l'initiative des agriculteurs.

Enfin, le dernier chapitre vise à comprendre les transformations du métier d'agriculteur dans le contexte d'un territoire du travail agricole aujourd'hui recomposé. Il s'agit de s'interroger sur le rôle de la rurbanisation en tant que mouvement de redistribution des populations urbaines dans les espaces ruraux : comment influence-t-elle leurs manières d'y travailler ? La recomposition de l'espace rural souligne en effet l'existence d'un travail agricole dont le sens social a changé. C'est ainsi que s'est opérée une déterritorialisation des agriculteurs, au sens où ils semblent avoir perdu la capacité de s'approprier leur espace de résidence et de travail. Sans s'être déplacés, ils deviennent des étrangers dans leur territoire d'origine. Pour expliquer cette transformation à l'œuvre, nous comparons comment des éleveurs de porcs et des viticulteurs font face aux critiques qui dénoncent les risques que leur travail fait encourir aux populations de leur territoire. Ces critiques sont l'expression de nouvelles normes qui renversent le rapport du travail des agriculteurs à la société. Ce travail ne joue plus son rôle d'intégrateur, mais devient vecteur de leur désinsertion sociale.

1900-1939 DE LA CULTIVATRICE À LA FEMME DE L'EXPLOITATION

Comment et pourquoi se lient et se délient les relations des femmes et des hommes lors de leurs activités de travail ? Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'activité des cultivatrices du Sud-Ouest de la France était rythmée par leur travail dans des collectifs professionnels et domestiques. Alors, pourquoi se trouvent-elles de plus en plus isolées et cantonnées dans un travail domestique entre 1900 et 1940 ? Pourquoi n'interviennent-elles désormais que de manière plus dépendante dans les travaux agricoles ? Quelle est alors l'influence des nouvelles normes qui s'imposent à elles dans leur travail et, plus précisément, sur ce qui se manifeste comme un mouvement d'isolement et de dépendance de ces femmes dans le travail des exploitations agricoles ?

Pour répondre à ces questions, nous analysons le travail des cultivatrices d'une communauté restreinte, du début du siècle à l'orée de la seconde guerre mondiale : c'est-à-dire au cours d'une période durant laquelle peut se mettre en évidence un tel mouvement. Nous prenons pour support initial, la mémoire des femmes qui y travaillaient alors.

« Cultivatrice » est le terme sous lequel les contemporains désignent les femmes qui travaillent dans les exploitations agricoles. Du moins, c'est telle qu'elles sont mentionnées dans l'état civil. À l'époque, cette qualification traduisait la perception d'un instituteur secrétaire de mairie du labeur d'une femme travaillant dans une exploitation agricole. Ainsi, les cultivatrices sont les femmes dont l'instituteur estime et remarque qu'elles travaillent la terre. La cultivatrice est l'épouse du chef d'exploitation ou de son successeur. Son âge oscille entre 20 et 55 ans. Elle est en pleine activité et doit, pour cela, disposer d'une bonne santé et de la vigueur nécessaire à un engagement de tous les instants dans le travail. La cultivatrice se distingue de la « propriétaire » qui, considérée comme sans activité professionnelle, est dispensée de labeur grâce à

ses revenus. Nous complétons cette classification par la distinction des « jeunes filles », « femmes » et « belles-mères ». Cette distinction vise à rendre compte d'une division du travail entre femmes au sein des exploitations, selon leur statut relatif.

Enquêtes et collecte d'informations

L'entretien avec les anciennes et les contemporains qui agissaient auprès d'elles permet de comparer leurs récits avec les traces de leur travail passé. La description et la confrontation des récits de ces travailleurs d'autrefois permettent de comprendre l'organisation de leurs tâches et des dispositifs qui leur sont associés, les conceptions qui orientent leurs manières de faire, les épreuves qu'ils subissent et les profits qu'ils tirent de leurs expériences. La trame de leurs récits s'organise à partir de souvenirs pivots souvent étayés de « preuves » qui les enrichissent et les précisent : photos, factures, carnets d'enregistrement, lettres... Cette mémoire cristallisée dans des artefacts est autant un organisateur de souvenirs de nos interlocuteurs qu'un levier pour étayer, puis développer voire borner leurs propos. Elle limite les dérives vers une mémoire collective idéalisée. Parfois, la démonstration de dispositifs anciens, recherchés au fond d'une grange encombrée, aide à préciser les propos. Lors de l'enquête, la reconstruction du traditionnel cerceau destiné au port de l'eau a permis de jauger l'appropriation de cette technique locale. La consultation des registres, des données statistiques et la bibliographie de cadrage étayent et affinent la cohérence des données recueillies. Les entretiens individuels avec plus d'une vingtaine de membres du club des anciens de la commune, femmes et hommes, ont été souvent interrompus et renouvelés entre 1983 et 1985. Ils ont été complétés par des réunions avec ces mêmes anciens. Nous avons restitué nos premiers résultats en organisant une exposition publique dans la salle communale. L'organisation de cette exposition a incité nos interlocuteurs à enrichir nos documents d'archives publics par des documents privés et à débattre de nos résultats provisoires. La mise en scène des documents et outils prêtés par les enquêtés et le débat public des données exposées ont permis de consolider l'analyse et d'enrichir notre matériau d'archives privées locales. Paradoxalement, cette dimension collective du recueil des données a alimenté la critique interne de nos résultats : elle a moins contribué à faire émerger une vision du monde reconstruite qu'une mémoire collective critique.

.....

.....

En effet, en ergonomie comme en sociologie compréhensive, prendre pour fil directeur la parole de ceux qui travaillent permet de se garder d'une représentation qui fait la part trop belle au travail prescrit : celui que les travailleurs sont censés faire. Ce qui tend à occulter leurs manières de concevoir et de faire leur travail, leurs expériences et leur mémoire. L'enquête a été réalisée avec Olivier Souron. Nous nous référons aux entretiens qui ont été réalisés alors, de même qu'aux deux publications qui en sont issues (Nicourt et Souron, 1986 ; 1988).

LA CULTIVATRICE SUR LA TOILE DE FOND DE LA RÉORGANISATION D'UNE COMMUNAUTÉ DE TRAVAIL

À Marçillac-Saint-Quentin (Périgord noir), la population passe de 567 habitants en 1901 à 442 en 1936. Malgré les bonnes récoltes et la montée des prix, l'organisation du travail reste profondément influencée par le rôle séculaire assigné à l'agriculture jusqu'au premier conflit mondial : assurer sa survie. Même si les famines sont absentes des mémoires, la malnutrition subsiste. Chaque année, le problème de la « soudure » se pose encore pour beaucoup. Le pain de châtaignes est parfois la seule nourriture disponible pendant un bon mois ; il reste durant tout l'hiver la base de l'alimentation. L'organisation du travail et ses techniques visent à répondre à l'objectif de survie de cette population.

DES MANIÈRES DE TRAVAILLER REPOSANT SUR L'APPORT DE TOUS

L'analyse de la population communale recensée, en 1901, met en évidence des différences sociales marquées. D'un côté, trois gros propriétaires, dirigeant parfois leurs terres à distance, forment un réseau à l'écart. S'ils vivent en partie de rentes mobilières, ils s'attachent aussi à gérer leurs domaines. Ces propriétaires tiennent aussi « leur rang » en fournissant des emplois ou en prêtant du matériel. Le plus important d'entre eux a en permanence sept personnes à son service et réclame périodiquement du personnel en renfort. Mais ces différences sociales peuvent aussi se traduire en humiliations.

« Ici c'était encore médiéval. Rendez-vous compte, pour les fêtes, elles mettaient encore leurs plus beaux habits et elles allaient monter⁴ le tourain au château. C'était vraiment très pénible à voir » (M^{me} D.A.).

Sont aussi présents, des miséreux qui n'ont pas toujours un toit ou une terre. Pourtant, leur main-d'œuvre est précieuse lors des grands travaux. Le recensement compte ainsi quatorze ménages dont le chef est domestique. Plus de la moitié d'entre eux n'a pas vingt ans, ce qui laisse supposer une forte mobilité. Les femmes, toutes qualifiées de servantes, ne sont pourtant pas absentes lors des gros travaux collectifs agricoles. Dix-huit ménages de colons n'ont que des droits précaires sur leurs terres. Alors que cinq feuillardiers vivent souvent à l'écart dans les bois. Dix foyers ne sont pas qualifiés professionnellement et signalent des personnes isolées, âgées ou inactives. Entre ces extrêmes, la population regroupe des artisans et des ménages d'agriculteurs aux statuts variés (propriétaires, fermiers, métayers, régisseurs) qui dirigent des exploitations. Tous ces ménages sont plus ou moins fortunés. Souvent, la profession de leur chef ne recouvre pas la diversité des métiers qui y cohabitent. D'autant plus que certains pratiquent plusieurs métiers hors des périodes des grands travaux (feuillardier, bûcheron, tonnelier...). D'autres les exercent en permanence. À l'échelle de la commune, la diversité des métiers vise à mettre en valeur ses ressources : culture, élevage et forêt. Elle forme une complémentarité qui donne à la commune sa vitalité. Charron et forgeron construisent et réparent les outils, tandis que sabotiers et tailleurs habillent. Le maquignon propose « à cheptel », des jeunes bovins prêts à dresser pour le travail aux plus démunis, puis assure leur revente après engraissement. Si le charron et le sabotier utilisent le châtaigner qui sert aussi aux constructions, chacun est peu ou prou feuillardier. Découper le bois en fines lamelles pour faire les cercles de tonneaux est, en effet, une spécialité des hommes de la commune qui trouvent là des rentrées monétaires substantielles. Ceci, à un tel point que l'on institue un emploi de feuillardier, réservé à un indigent, pour qu'il enseigne le métier aux plus jeunes désireux d'acquérir quelque autonomie financière.

Au sein de la commune, les échanges non monétarisés dominent : troc et entraide en sont les principes essentiels. L'entraide a une signification sociale forte, tant pour les grands travaux que dans les relations restreintes de voisinage, car c'est aussi convenir que chacun appartient

4. « Monter » n'est pas un vain mot : le « château », par ailleurs véritable imbroglie architectural, est bâti sur une prééminence et domine la vallée de la Beune.